

## SUISSE

### VERS UNE ALERTE ENLÈVEMENT PLUS EFFICACE

7 avril 2010 - CHRISTIANE IMSAND

**RAPT D'ENFANTS** La Suisse s'apprête à étendre l'alerte aux téléphones portables. Divers systèmes sont en concurrence. Berne a fait son choix.



Depuis le 1er janvier dernier, le système suisse d'alerte enlèvement est opérationnel. En cas de besoin, un message peut immédiatement être diffusé par la radio et la télévision ainsi que sur les panneaux électroniques des autoroutes, des gares et des aéroports. Faute d'accord avec les opérateurs téléphoniques, il n'est cependant pas encore possible de diffuser sur les portables les photos des enfants enlevés. «Cette lacune sera comblée à la fin de l'année», indique Roger Schneeberger, secrétaire de la Conférence des directeurs cantonaux de justice et police. Pour la Fondation

Fredi, spécialisée dans la recherche d'enfants disparus, ce n'est pas assez rapide. Elle a présenté hier un système d'alerte par SMS qui pourrait être mis en place immédiatement. Il a été développé par la société française Handshaking qui l'a mis à disposition de la fondation.

#### Deux modèles

«Le système n'a encore jamais été appliqué à grande échelle car il a été breveté à la fin de l'année dernière, reconnaît Daniel Strub, consultant informatique et tête pensante de Handshaking. Nous sommes en train de le proposer à différents milieux car il peut aussi être utilisé à des fins commerciales. Par contre, nous ne cherchons pas à faire de l'argent avec l'alerte enlèvement. L'avantage de notre système est l'arrivée instantanée des photos. Il fonctionne même sur les anciens appareils et il présente une grande facilité d'utilisation, ce qui permet de raccourcir les procédures. La photo arrive sur le portable avec la mention «avez-vous vu cet enfant?» Il suffit que l'utilisateur réponde «oui» et il sera rappelé par la police. Il n'est pas nécessaire de pianoter longuement sur l'appareil ni de noter un numéro à rappeler.»

Ce système diffère quelque peu de celui qui est envisagé par les autorités suisses. «Nous sommes à bout touchant dans nos discussions avec les trois grands opérateurs, indique Roger Schneeberger. Le problème que nous avons à résoudre est la surcharge provoquée par la diffusion simultanée d'un grand nombre de photos. Nous planifions donc un système dans lequel l'utilisateur reçoit un message par SMS avec un lien internet qu'il doit activer pour recevoir la photo. Le lien est activable directement depuis le téléphone. L'utilisateur reçoit la photo avec différentes indications pratiques dont le numéro de téléphone du centre d'appel de la police fédérale. Le prix devrait être celui d'un SMS normal.»

Interrogé, le porte-parole de Swisscom Christian Neuhaus refuse de polémiquer sur les avantages réciproques des deux modèles. «Le projet est du ressort de la Conférence des directeurs de justice et police. C'est à elle de faire son choix.» Celui-ci est manifestement déjà fait. Aux yeux de Roger Schneeberger, il est trop tard pour revenir en arrière. Il estime d'ailleurs que les deux systèmes diffèrent peu. Dans les deux modèles, l'idée est d'envoyer des messages uniquement aux utilisateurs enregistrés, ce qui limitera le nombre d'envois mais implique l'organisation régulière de campagnes d'information pour inviter les gens à s'inscrire.

## **Sur une clé USB**

Pour Diane Burgy, directrice de la Fondation Fredi, l'important est d'agir vite. «On a trop longtemps tergiversé dans ce dossier, jusqu'à ce que Didier Burkhalter relaie nos revendications au Parlement. Mais pour que des photos puissent être rapidement diffusées, encore faut-il qu'elles existent. On sait que les premières heures après la disparition d'un enfant sont déterminantes. Or les parents sont affolés. Ils ne savent plus où sont les photos et quand ils les trouvent, elles sont souvent de mauvaise qualité.»

La Fondation veut résoudre ce problème préventivement en proposant aux parents de placer sur une clé USB des photos de leurs enfants, prises par un professionnel et régulièrement actualisées.

Elle compte sur une collaboration de l'Etat, par le biais des photographes scolaires, pour populariser cette forme d'assurance.